CARTE SCOLAIRE ET RESILIENCE DES POPULATIONS DANS LE NORD EST DE LA CÔTE D'IVOIRE

SCHOOL MAP AND RESILIENCE OF POPULATIONS IN THE NORTH EAST OF COTE D'IVOIRE

Aphing-Kouassi Ndri Germain

Maître-Assistant, Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan, germain_ak@yahoo.fr

Kobenan Appoh Charlesbor

Assistant, Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan, appohcharlesbor@yahoo.fr

NANDOH Aboué Louis

Docteur en Géographie, nabouelouis@yahoo.fr

RÉSUMÉ

Cet article vise à examiner les modalités d'extension de la carte scolaire dans ses interrelations avec les populations du nord-est de la Côte d'Ivoire. La documentation émanant de diverses sources, les enquêtes sur le terrain et l'analyse systémique ont permis de mieux cerner la problématique de la diffusion des écoles.

La construction de la carte scolaire montre comment à travers la résilience des populations, la scolarisation s'est fortement implantée dans le nord-est. L'appropriation de l'école a permis l'amélioration de son accès malgré les contraintes culturelles et économiques qui minent le système éducatif régional ; la résilience devenant presque inopérante face au sous-peuplement, à la dispersion démographique et aux externalités du système éducatif régional. Les progrès de la scolarisation n'ont également pas corrigé les disparités de la carte scolaire et la sous-scolarisation de la population.

Mots clés : nord-est de la Côte d'Ivoire, carte scolaire, résilience, population

ABSTRACT

This article aims to examine the methods of extension of the school map in its interrelations with the populations of the north-east of Cote d'Ivoire. Documentation from a variety of sources, field surveys and systemic analysis have led to a better understanding of the issue of school dissemination.

The construction of the school map shows how, through the resilience of the populations, schooling has been strongly established in the north-east. The appropriation of the school has made it possible to improve they access despite the cultural and economic constraints undermining the regional education system; with resilience becoming almost inoperative in the face of under-settlement, demographic dispersion and externalities in the regional education system. Progress in schooling has also not corrected the disparities in the school map and the under-enrollment of the population.

Key-words: *north-eastern of Côte d'Ivoire, school map, resilience, population*

INTRODUCTION

La carte scolaire du nord-est ivoirien connait une rapide expansion en infrastructures et effectifs ces dernières décennies. Le nombre d'écoles est passé de 69 établissements de 86 classes en 1959 (DREN de Bondoukou, 1996) à 176 écoles de 247 classes en 1989. En 2014, l'expansion de la carte scolaire atteint les 861 écoles (MENET, 2014). Dans le même temps, les effectifs scolaires s'accroissent. Leur nombre passe de 3 288 en 1959 (DREN de Bondoukou, 1996) à 9 875 en 1989 pour atteindre le chiffre de 186 944 en 2014 (MEN, 2014). Il s'en suit une amélioration des taux de scolarisation dans l'enseignement primaire de 60,10% en 1996 à 63,25% en 2014 (MEN, 2014). Ces taux restent faibles par rapport à la moyenne nationale de 94,70 % en 2014 (MENET, 2014). Ils traduisent toutefois, une lente mais progressive adhésion des populations à la scolarisation en dépit de la persistance des traditions et croyances dans une société majoritairement rurale. La capacité des populations à faire face à l'école et à se l'approprier à cause des bénéfices générés d'un bien être à venir explique leur résilience (EchoGeo, Magali Reghezza-Zitt, 2013). Pourtant, la carte scolaire laisse transparaitre des disparités et une sous-scolarisation. Les efforts de l'Etat de réduire ces problèmes à travers une scolarisation pour tous associant des investissements avec l'appui des partenaires au développement (France, Espagne, Japon, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement) et la contribution des communautés bénéficiaires peinent à résorber la question. La stratégie dirigiste de planification des constructions d'infrastructures par l'adoption des décrets n°s 95-472 du 15 juin 1995 pour l'enseignement primaire et 95-473 du 15 juin 1995 pour l'enseignement secondaire ne fait qu'aggraver la situation. L'indexation de la programmation des écoles au nombre d'habitants dans une localité accentue les inégalités surtout dans une région sous-peuplée comme le nord-est. En effet, « le développement éducatif qui suit la pression de la demande tend à renforcer les disparités plutôt qu'à les diminuer » (Carron et Chäu, 1981, pp 82-83). La question de l'école dans le nord-est ivoirien reste ainsi posée ; ce qui nous amène à nous interroger sur les difficultés de sa diffusion dans ses interrelations avec les populations. L'objectif du présent article est donc d'examiner les modalités d'extension de la carte scolaire à travers la résilience des parents d'élèves face à la scolarisation. La réalisation de l'objectif se réfère à l'hypothèse selon laquelle, la diffusion de l'*école dans le* nord-est de la Côte d'Ivoire se heurte à des contraintes culturelles et économiques.

Definition des concepts

Les concepts clefs de la communication concernent la carte scolaire, la résilience et les populations.

La carte scolaire est d'essence polysémique et se confond avec la micro-planification. Il s'agit d'un « ensemble de techniques et de moyens mis en œuvre pour réaliser des politiques éducatives » (UNESCO, IIPE, 1993). Ces techniques estiment la demande potentielle en éducation, les prévisions en besoins de salles de classes, en personnel, en matériels et équipement. La carte scolaire est

également exploitée comme un outil de prospection et de planification en France. Elle désigne notamment la disponibilité de l'école afin de favoriser la scolarisation pour tous (MEN, 1993). Dans les deux cas, la carte scolaire a un support graphique de visualisation des besoins des populations en scolarisation comme adoptée en Côte d'Ivoire (MEN, 1995). Le pays s'approprie les approches de l'UNESCO et de la France. La carte scolaire devient pour les géographes, la localisation des écoles ou des besoins scolaires dans un espace donné (Cissé M., 2004).

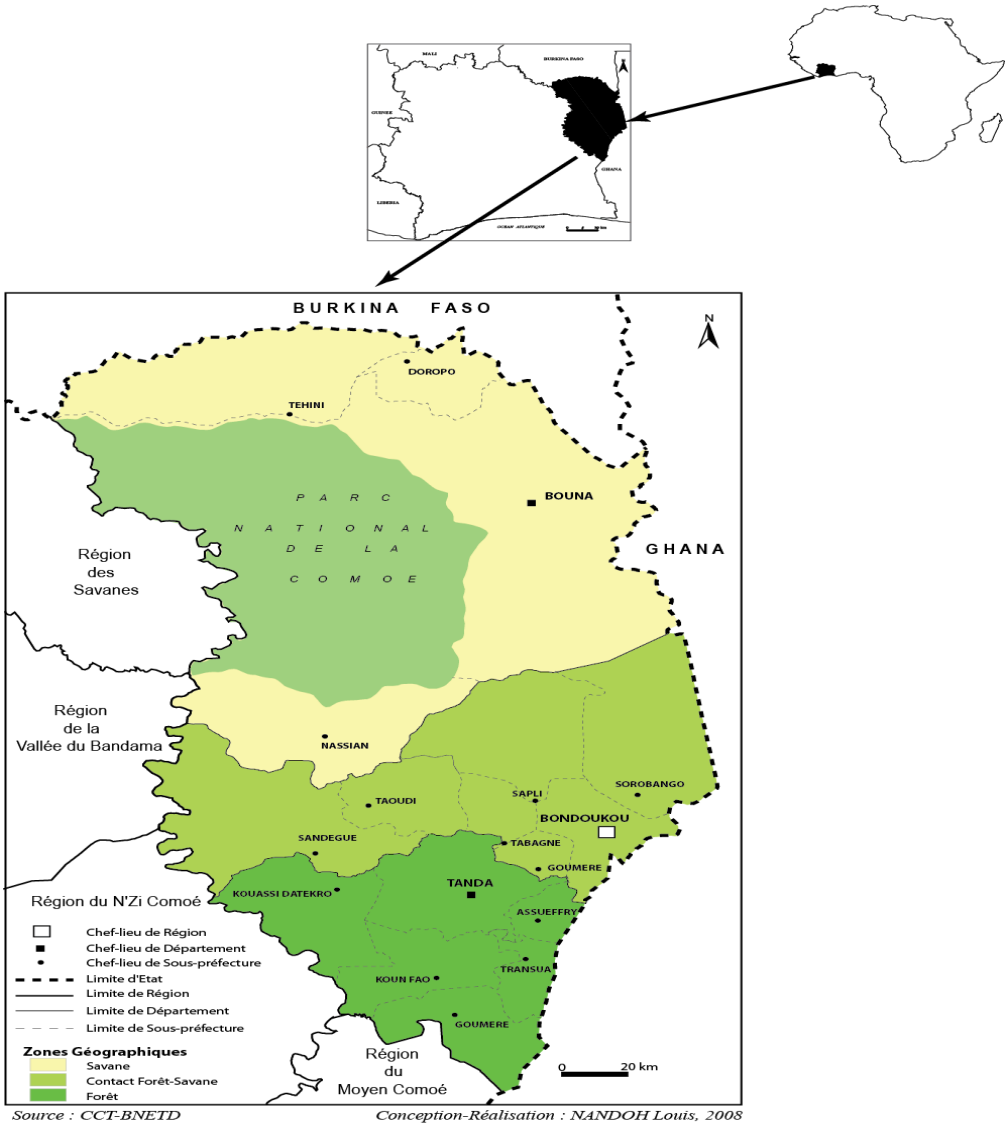
La résilience a aussi une connotation polysémique lorsqu'elle est ramenée à l'échelle des approches du risque et leur possible articulation (Magali Reghezza-Zitt, 2013). Il s'agit d'un outil de traitement du risque et des catastrophes notamment dans la géographie des risques (Dauphiné et Provitolo, 2007 ; Reghezza et al. 2012 ; Pierdet et Ford, 2010). La résilience peut être aussi considérée comme une solution, une continuité, un prolongement et la conséquence de l'appropriation d'une notion par des acteurs de culture très différente (Cutter et al., 2008 ; De Bruijne et al., 2010). Il s'agit donc de privilégier l'adaptation d'une communauté à un phénomène. Nous nous accordons avec Magali Reghezza-Zitt, (2013) lorsque la résilience est acceptée comme la capacité d'une population à faire face à une situation. La résilience des populations du nord-est de la Côte d'Ivoire renvoie ainsi à leur capacité à s'approprier la scolarisation.

Les populations sont les habitants du nord-est (cf. méthodologie). Les parents d'élèves, sous-groupe des populations rassemblent une communauté dont la particularité est d'avoir sous sa tutelle au moins un élève inscrit dans une école préscolaire, primaire et secondaire. En Côte d'Ivoire, les populations sont associées à la construction des établissements scolaires à travers des mécanismes d'indexation de leurs contributions à leur pouvoir d'achat et à la gestion des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES).

METHODOLOGIE

L'espace d'étude est localisé au nord-est de la Côte d'Ivoire. Sa pluviométrie en fait la région la moins arrosée du pays avec des précipitations annuelles inférieures à 1 200 mm. Le Nord-est couvre 11% du territoire national et comprend une zone forestière, une zone de transition forêt-savane et une zone de savane (figure1).

Figure 1 : L'espace d'étude, le nord-est de la Côte d'Ivoire



Source : CCT-BNETD *Conception-Réalisation : NANDOH Louis, 2008*

Le nord-est compte 934 352 habitants, soit 4,10 % de la population ivoirienne (INS, RGPH, 2014). La région est sous-peuplée avec 18 hbts/km^2 et sous-urbanisée avec un taux d'urbanisation variant de 8,5 à 15 %.Sa population se singularise par son extrême dispersion et des migrations récurrentes notamment en zone de savane.

Le nord-est est essentiellement rural et ancré dans la tradition. Son économie est dominée par une agriculture et un élevage à faible rendement financier. La région compte parmi les plus pauvres de la Côte d'Ivoire avec un taux de pauvreté

de 54,7%, largement supérieur à la moyenne nationale de 48,9% (DRSP, 2015). Au plan administratif, le nord-est est appelé District du Zanzan. Il comprend les régions du Boukani avec Bouna et du Gontougo avec Bondoukou et Tanda.

L'article concernant cet espace se réfère à une hypothèse dont la vérification repose sur une méthodologie qui consiste à des recherches documentaires, des enquêtes qualitatives et un traitement systémique des données. Les sources documentaires sont issues de la bibliothèque universitaire de Cocody, de l'Institut de Géographie Tropicale, du Ministère de l'Education Nationale, de l'Institut National de Statistiques, de la Direction Régionale de l'Education Nationale de Bondoukou et de l'Internet. La recherche documentaire a permis une meilleure appréhension de la question de l'école dans le nord-est, dans un milieu essentiellement rural et sous-scolarisé. Les mécanismes de diffusion de l'école *à partir de cartes et de* données statistiques sont mieux cernés dans leurs interrelations avec le milieu culturel et *économique.* Cette orientation a *également* permis une meilleure appréhension des concepts et la spécification de la résilience. Les enquêtes par guides d'entretien se sont déroulées de mars à avril 2014 dans le nord-est de la Côte d'Ivoire à travers des interviews semi-directifs administrés à 150 personnes en zones forestière, de transition et de savane (tableau 1) :

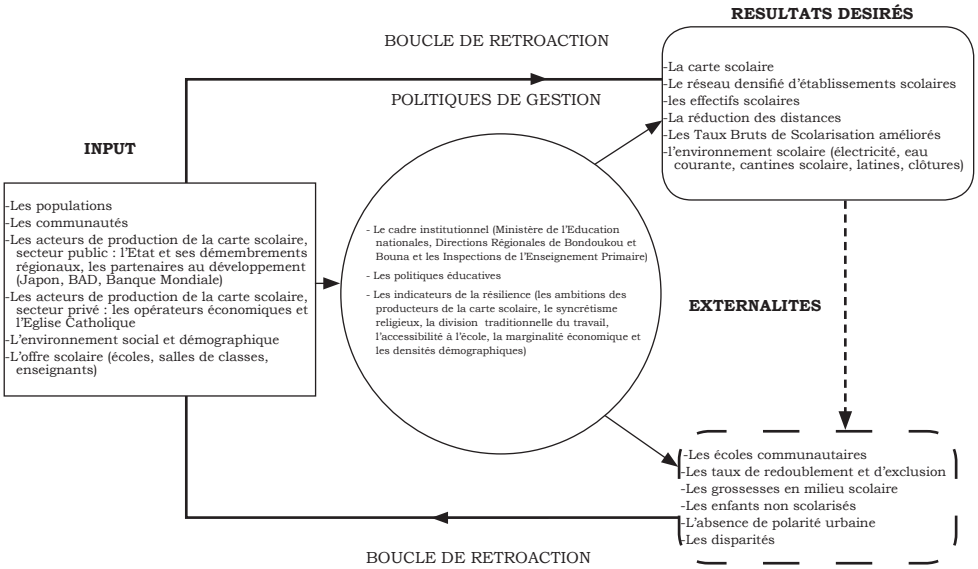
Tableau 1. : Echantillon des personnes interrogées dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, 2014

Localisation	**Localités**	**Statuts des personnes interrogées**	**Nombre de personnes**
Forêt	Mérékoum	Parents d'élèves, responsables de COGES, déscolarisés, élèves	13
	Koun-Fao	Gestionnaires de la carte scolaire Guides religieux, élèves, ONG, non scolarisés, déscolarisés, parents d'élèves et enseignants et les opérateurs économiques	24
	Kouassi-Datèkro	Gestionnaires de la carte scolaire, guides religieux, ONG, COGES, élèves	12
Transition	Transua	Gestionnaires de la carte scolaire, guides religieux, ONG, COGES, élèves	11
	Abema	Gestionnaires de la carte scolaire, guides religieux, ONG, COGES, élèves	12
	Sorobango	Gestionnaires de la carte scolaire, guides religieux, COGES, élèves	08
	Bondoukou	Gestionnaires de la carte scolaire, guides religieux, ONG, non scolarisés, déscolarisés, parents d'élèves et enseignants, COGES et les opérateurs économiques	30
savane	Assoum 1	COGES, élèves	06
	Bouna1	Gestionnaires de la carte scolaire, guides religieux, ONG, non scolarisés, déscolarisés, parents d'élèves et enseignants, COGES, élèves et les opérateurs économiques	34

Sources : les auteurs, 2014

Les guides d'entretien comprennent cinq centres d'intérêt : les modalités de conception de la carte scolaire, les conditions de travail, les attitudes face à l'école, les raisons de la déscolarisation et les raisons de la non scolarisation. Ils visent une meilleure compréhension de la question de l'école et des problèmes de scolarisation dans le nord-est. Les résultats des enquêtes montrent que la persistance des traditions et l'indigence sont des freins au développement de la carte scolaire. Le recul de ces obstacles n'a été possible qu'à la suite de différents programmes de sensibilisation menés par des ONG, des partenaires au développement, l'Etat et de l'appropriation de l'école par les populations. Le corpus ainsi constitué a fait l'objet d'un traitement systémique (figure 2) et cartographique afin de relever des particularités.

Figure 2 : La production systémique de la carte scolaire du nord-est de la Côte d'Ivoire



Source : les auteurs, 2016

L'analyse des résultats met en exergue, la carte scolaire actuelle et la perception de l'école par les populations du nord-est, l'implication des populations dans la construction de la carte scolaire et le développement de la scolarisation et enfin, les limites de l'adaptation des populations à la scolarisation.

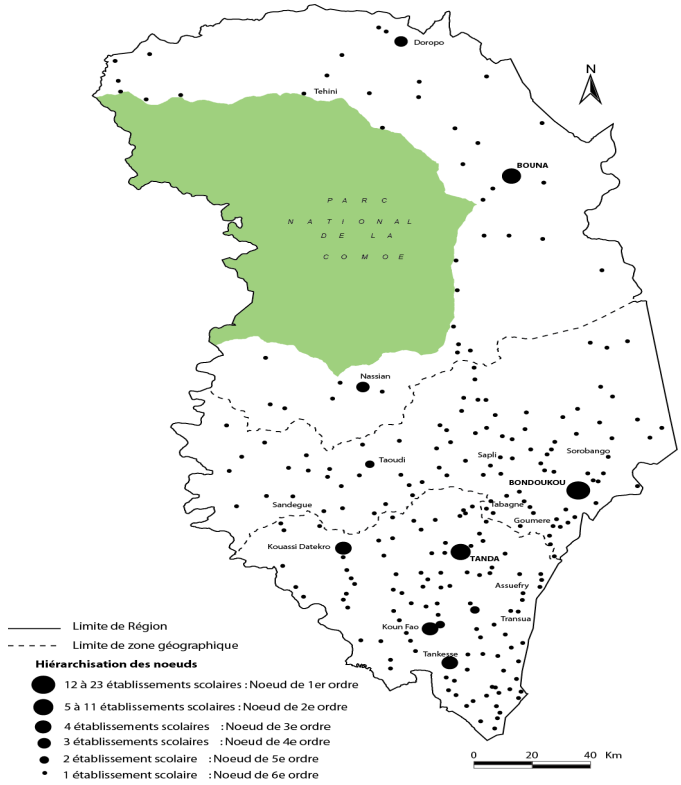
1- La carte scolaire actuelle et la perception de l'ecole par les populations du nord-est

Le nord-est de la Côte d'Ivoire compte parmi les régions les moins scolarisées en dépit d'une amélioration sensible des taux d'accès à l'école. Sa carte scolaire reste surtout caractérisée également par des disparités et une perception assez mitigée de l'école par les populations.

1-1-La carte scolaire : disparités et sous-scolarisation

Le nord-est compte 861 écoles préscolaires, primaires et secondaires, 4 256 classes et 186 944 élèves (MEN, 2014). Ces établissements scolaires sont majoritairement publics. Le secteur privé avec 44 écoles ne représente que 4,94% de l'ensemble des 861 écoles. Les proportions nationales des différentes écoles du nord-est par cycle restent assez faibles. Le préscolaire représente 3,26%, le primaire, 5,26% et le secondaire, 3,13%. A l'échelle régionale, le Boukani en zone de savane est déshérité à cause de la faible demande scolaire dans les trois cycles de formation par rapport au Gontougo en zone forestière (figure 3).

Figure 3 : La carte scolaire du nord-est en 2015



Source : MENET et DRENET de Bondoukou (2015)

Conception-réalisation : les auteurs, 2016

Les disparités s'accentuent avec le secteur privé en quête de rentabilité des investissements. Cette catégorie d'école s'implantent préférentiellement en milieux urbains des zones forestière et de transition avec 81,81% des écoles privées à Bondoukou, Tanda et Koun Fao où les parents d'élèves fonctionnaires, riches commerçants et planteurs peuvent s'acquitter des frais de scolarité alors que l'école publique reste gratuite.

Le taux brut de scolarisation qui permet de mesurer l'accès à l'école indique que celui du nord-est reste en dessous des moyennes nationales en 2014 (MEN, 2014). C'est un indice de mesure de la sous-scolarisation inhérente à la carte scolaire. Ce taux brut de scolarisation est en effet inférieur à 2% dans le préscolaire, de 63,25% dans le primaire et compris entre 5 et 10% dans le secondaire contre des moyennes nationales respectives de 06,9% ; 94,7% et 30% (MEN, 2014).

Les disparités précédentes se répercutent également sur les taux bruts de scolarisation, faisant des localités en zone de savane, les plus déshéritées. La compréhension de ces inégalités a nécessité des enquêtes sur le terrain afin de cerner la perception de l'école par les populations.

1-2-Une perception mitigée de l'école par les populations du nord-est

L'analyse des résultats d'enquêtes (2014) met en exergue une perception mitigée de l'école en dépit de la reconnaisse de ses bienfaits. La diffusion des établissements scolaires est perturbée par la persistance du conservatisme traditionnel et par le niveau de vie des populations.

1-2-1-La persistance du conservatisme traditionnel.

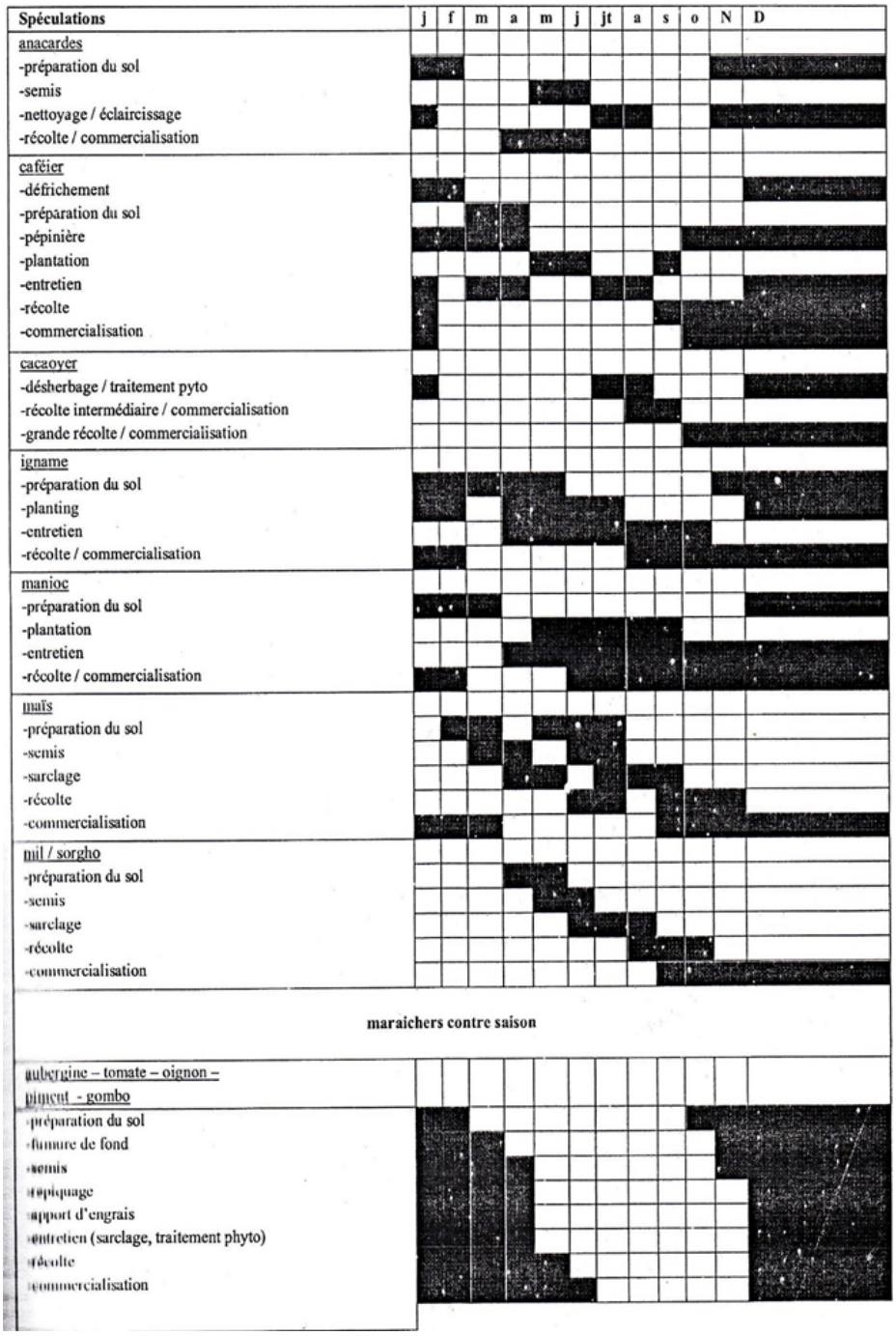
Le nord-est comprend des parents qui rejettent l'école, des parents favorables à la scolarisation et des parents favorables à l'exclusion des jeunes filles de l'école (enquêtes, 2014). Cette typologie trouve son fondement dans des croyances qui mêlent les traditions et l'islam. Il s'agit «d'un syncrétisme islamo-animiste, résultat de multiples compromis… entre l'islam scripturaire et les traditions pré-islamiques qui ne provoquent pas de mutations profondes tant les similitudes entre les deux modèles sont grandes sur le plan formel » (Fadiga K, 1998). Le rejet de l'école est le fait d'une minorité dont l'ambition est la pérennisation des croyances et des pratiques agro-pastorales. Les enfants sont utilisés comme main d'œuvre familiale dans les champs et pour surveiller le cheptel. Ce sont les seuls moyens de subsistance des familles. Ce groupe rejette la scolarisation. Les populations s'inquiètent surtout du manque de débouchés pour les élèves. Ils sont confortés dans cette argumentation lorsqu'il n'existe pas d'école dans leurs localités ou face à l'importance des déscolarisés.

Le rejet de l'école peut être un palliatif plus ou moins définitif pour résorber l'insuffisance de la main d'œuvre agricole. Il arrive ainsi que des classes se vident définitivement de leurs élèves chez les éleveurs nomades comme à Assoum 1. Ailleurs, notamment en zones de transition et de savane, les effectifs scolaires varient en fonction du calendrier agricole (figure 4).

Les parents favorables à la scolarisation se rencontrent dans toutes les localités « afin que chaque élève puissent profiter de sa chance de réussite ». Les jeunes filles peuvent autant réussir que les garçons. Les zones forestière et urbaine plus enclines aux bienfaits de l'école et surtout mieux nanties financièrement n'hésitent pas à lutter contre le sexisme scolaire contrairement aux parents qui excluent l'accès des filles à l'école.

Les parents exclusivement favorables à la scolarisation des garçons croient que l'éducation de la fille « ne dépend pas seulement des taux de fréquentation scolaire, mais surtout de la manière dont les filles sont acceptées sur le plan social » (Sara Ann Friedman, 1992). Les justifications de cette discrimination sont des prétextes tirés du syncrétisme islamo-animiste (Fadiga K, 1998). Les tenants de cette position mettent en relation la religion et la femme, la religion venant de dieu ; la femme ne peut être qu'une créature de dieu. Pour les leaders religieux, l'obéissance vaut mieux que le sacrifice. La femme devrait être un modèle d'obéissance, soumise, respectable et compréhensive. L'émancipation de la femme est contrôlée par la population. La femme ne doit pas avoir les mêmes droits que l'homme. Donc, ils ne scolarisent pas la jeune fille. Le sexisme se renforce d'autant plus que le nord-est de la Côte d'Ivoire fait partie des régions qui comptent le plus grand nombre de filles en grossesse en milieu scolaire avec 9,52 % des filles gestantes dans l'enseignement primaire et 6,47% dans l'enseignement secondaire (MENET, 2015). Les populations confirment ainsi la thèse selon laquelle la fonction de future épouse est privilégiée chez la jeune fille. Elle est éduquée pour être soumise (Tchombé, 1993) en dépit des mutations de la famille dans le contexte moderne (Tapé et Bih, 1996). Pourtant, des parents d'élèves reconnaissent que l'école permet de savoir lire et écrire quoiqu'ils limitent son rôle éducatif des enfants au regard de leurs comportements dans la société (alcool, sexe, irrespect des parents, dépravations).

Figure 4 : Calendrier des principales spéculations agricoles de la zone de Bondoukou



Source : FRAR de Bondoukou, 1996

1-2-2-L'indigence comme facteur bloquant la diffusion de l'école

Le profil économique du nord-est caractérisé par une agriculture agro-pastorale à faible rendement financier et des migrations récurrentes notamment en zone de savane fait de cette partie de la Côte d'Ivoire, l'une des plus pauvres du pays. Son taux de pauvreté de 54,7% est supérieur à la moyenne nationale de 48,9% (DRSP, 2015). L'indigence impact l'accès des enfants à l'école à travers les causes évoquées précédemment de déscolarisation et la faiblesse de la participation financière à l'extension de la carte scolaire (enquêtes, 2014). Tous les interrogés reconnaissent l'insuffisance des moyens financiers des parents. La situation se dégrade encore plus pour toute la famille en cas de décès du père. L'accès aux besoins primaires comme se nourrir devient problématique en l'absence de cantine scolaire. Lorsqu'une grossesse intervient chez la jeune fille, les parents la retirent automatiquement de l'école. Néanmoins, les populations soutiennent les bienfaits de l'école en termes de lutte contre la pauvreté. Aussi des élèves s'adonnent à de petits travaux agricoles qui leur rapportent en moyenne 5 000 F CFA pour subvenir à leurs besoins scolaires. L'indigence de la population se répercute négativement sur sa participation à l'extension de la carte scolaire surtout que la construction d'une nouvelle école publique exige leurs contributions financières.

2- L'implication des populations dans la construction de la carte scolaire et le developpement de la scolarisation

Les populations se sont toujours impliquées dans la construction des écoles à travers divers mécanismes de financement imposés par l'autorité à côté d'un secteur privé relativement dynamique. L'appréciation de leur poids intervient dans l'identification des différents acteurs d'aménagement de la carte scolaire et la spécificité de l'apport des populations.

2-1-Identification des agents d'aménagement de la carte scolaire

La construction de la carte scolaire du nord-est résulte d'un jeu d'intérêts et d'ambitions des acteurs publics et privés. La résilience qui commande leurs actions est considérée comme un processus interactif qui permet l'extension de la carte scolaire et l'amélioration de la scolarisation dans le nord-est après des décennies de résistance et d'hésitations avant toute appropriation.

Les acteurs de production de la carte scolaire sont classés en fonction de leur statut (tableau 2).

Tableau 2 : Les acteurs de production de la carte scolaire du nord-est de la Côte d'Ivoire

Identité	Statut	Zones d'investissement	Période d'intervention	Appui stratégique	Bénéficiaires	Caractères des interventions
L'autorité coloniale	Acteurs publics	Les capitales des royaumes et les localités densément peuplées : Bouna, Doropo, Bondoukou	Jusqu'en 1959	Fonds d'Investissement, de Développement Economique et Social (FIDES)	Population et communautés	Une carte scolaire d'utilité économique
L'Etat indépendant et ses démembrements : communes, Conseils Régionaux, DR, IEP		Les zones de savane, transition et forestière	A partir de 1960	Fonds Régionaux d'Aménagement Rural (FRAR) et Fonds d'Investissement et d'Aménagement Urbain (FIAU) - Partenaires au développement -Communes -Conseils régionaux		L'école pour tous
Les populations et communautés	Acteurs publics	Les zones de savane, transition et forestière	Permanent	-FIDES, FRAR et FIAU -Partenaires au développement	Population et communautés	Contribution financière dans la construction des écoles
Les Missions catholiques	Acteurs privés	zone forestière	Permanent	Conventions de 1992 avec l'Etat	Population et communautés	Sacerdoce
Les opérateurs laïcs.		Zones de transition et forestière densément peuplées	A partir de 1960			Rentabilité financière

Source : les auteurs, 2016

Le secteur public comprend l'autorité coloniale jusqu'à fin 1959, l'Etat souverain, ses démembrements et les populations. Le secteur privé est représenté par les missions catholiques et les opérateurs économiques. En dépit des différences de statuts, les acteurs de production ont une ambition commune, la scolarisation. Les populations sont productrices et bénéficiaires de l'offre scolaire proposée par les pouvoirs publics et le secteur privé. Une meilleure appréhension de la contribution des populations dans l'expansion de la carte scolaire suppose une comparaison des actions de tous les acteurs de construction d'écoles dans le nord-est.

2-2- Spécification du rôle des populations dans la construction de la carte scolaire

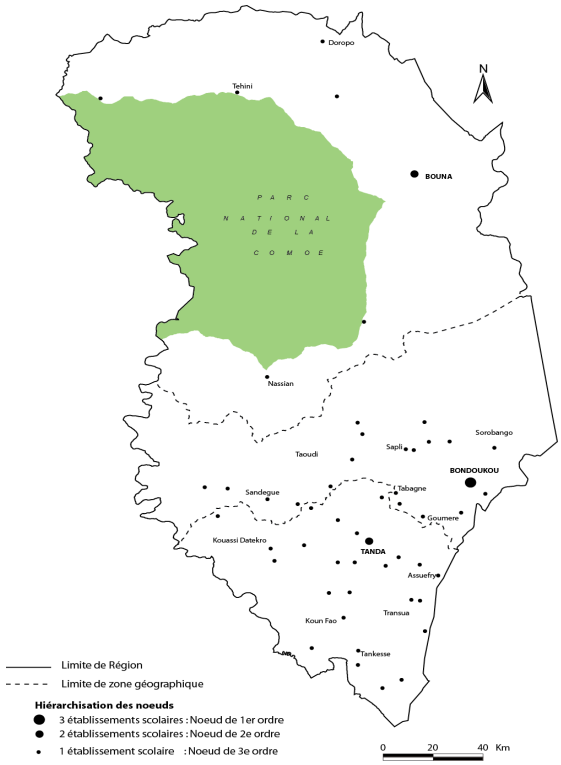
La résilience des différents acteurs et notamment des populations se traduit par la résistance, les hésitations et l'appropriation. La résistance se manifeste par la faiblesse de leur emprise sur la carte scolaire face à un terreau traditionnel

depuis longtemps islamisé et considérant l'école moderne comme un kyste social contrairement à l'école coranique notamment en zones rurales et périurbaines. La misogynie culturelle finit par marginaliser la scolarisation de la jeune fille au bénéfice du garçon (enquêtes, 2014) en dépit de quelques initiatives du vicariat apostolique au temps colonial. La concession de réserves foncières aux missionnaires catholiques autorisée par le Gouverneur Moutet pour relancer la scolarisation a peu d'effets. L'instauration du Fonds d'Investissement, de Développement Economique et Social (FIDES) en vue d'amener les populations à s'approprier l'école n'améliore pas pour autant, le profil scolaire du nord-est. Le rejet de l'école est d'autant plus fort que Kipré P. (1985), Akoto Y. et Ginest R. (1988) s'accordent à souligner le caractère économique du tandem poste colonial-école. La faiblesse de la demande scolaire et notamment la volonté coloniale de contrôler les routes commerciales fondent leurs préoccupations. La scolarisation n'est qu'un prétexte pour former des auxiliaires en dépit de la conférence de Brazzaville de 1944 qui recommande une école à cycle complet.

La puissance coloniale et les missions catholiques investissent préférentiellement les capitales des royaumes Lobi et Koulango densément peuplées que sont Bouna (1910) et Bondoukou (1930). En dépit de quelques hésitations, des incursions sont réalisées à partir de 1940 en zones enclavées, en zones forestière et de transition où la demande scolaire potentielle existe. Le réseau d'écoles s'enrichit au détriment de la zone de savane moins encline à la scolarisation.

Le nord-est bénéficie faiblement de l'explosion scolaire que connait la Côte d'Ivoire en 1958 à cause notamment des résistances sociales et l'émigration des jeunes. Le nombre d'élèves passe toutefois de 1 327 en 1958 à 3 288 en 1959 avec 69 écoles de 86 classes (DREN de Bondoukou, 1996). Le ratio de 28 élèves par classe demeure parmi le plus faible du pays (33 élèves par classe). A l'image de la dispersion des sites habités, l'héritage colonial de la carte scolaire dénote une structure relâchée (figure 5) majoritairement implantées dans les localités densément peuplées des zones forestière et de transition surtout à Tanda, Koun-Fao et Bondoukou. Malgré l'évolution et leurs différents statuts, tous les acteurs ont en commun, la confirmation de la marginalisation scolaire du nord-est en référence aux travaux de Hauhouot A. et al (1988).

Figure 5: La carte scolaire coloniale



Source : DREN de Bondoukou, 1996

Conception-Réalisation : les auteurs, 2016

Les hésitations des nouvelles autorités indépendantes entrainent le développement tronqué de la carte scolaire à cause des errements des politiques éducatives en quête de réajustement par rapport à la période coloniale. La marginalisation du nord-est devient de plus en plus accentuée en matière de scolarisation malgré l'ambition affichée d'une école pour tous. Les tentatives de recentrage des politiques éducatives transforment la zone de savane de Bouna en un « désert scolaire » au bénéfice des zones de transition et de forêt mieux nanties financièrement et sensibilisées aux bienfaits de l'école. La structure de la carte scolaire s'y étoffe progressivement.

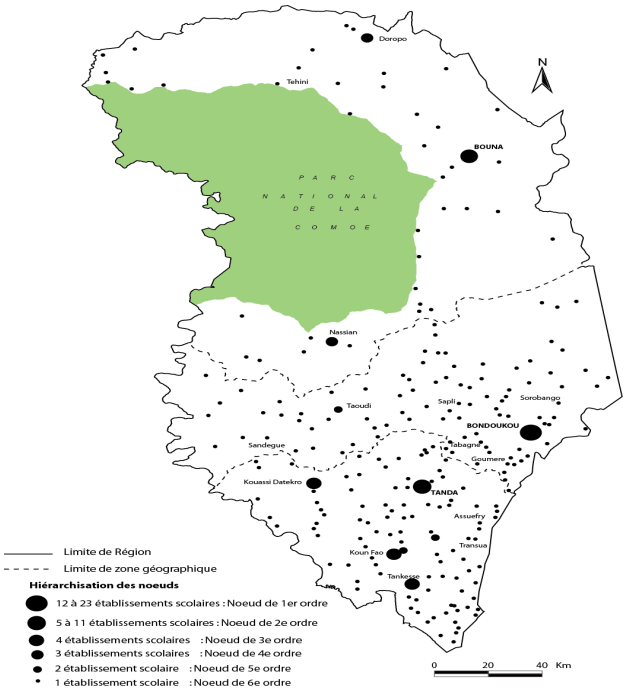
L'appropriation de la question de l'école s'accentue notamment à partir de 2012 à travers de nouvelles constructions qui resserrent la structure de la carte scolaire sans pour autant régler la question de la marginalité au double plan national et régional faisant de l'Etat et des populations en 2015, les principaux acteurs de production de la carte scolaire du nord-est. Leurs apports se sont même amplifiés notamment au niveau de l'enseignement primaire au détriment du second degré où le secteur privé reste plus dynamique.

La sensibilisation à la scolarisation et l'appropriation de l'école par les populations sont si fortes que la demande scolaire supplante l'offre éducative

lorsque les infrastructures d'accueil des élèves sont insuffisantes. En réaction, les populations construisent et prennent en charge le fonctionnement d'établissements scolaires dites « écoles communautaires », formes alternatives d'éducation. Il s'agit d'écoles non autorisées pour répondre aux besoins scolaires non satisfaits des populations. Le nord-est majoritairement rural, abrite 41,66% (5 écoles) des écoles maternelles communautaires nationales en 2014 alors que Boundiali dans le nord de la Côte d'Ivoire n'a réalisé qu'une seule école maternelle. Le nord-est est la seule région du grand nord ivoirien à abriter des « écoles primaires communautaires ». Ses populations ont construit 4,52% (76 écoles) des établissements primaires communautaires nationales dont 64,47% (49 écoles) d'entre elles sont localisées en zone de savane pour combler le déficit en équipements scolaires. Au niveau de l'enseignement secondaire, il n'existe aucun établissement communautaire à cause des coûts élevés de construction et de fonctionnement.

Le réseau d'écoles s'est considérablement étoffé depuis l'indépendance en dépit de la faiblesse des taux de scolarisation. D'une structure à prédominance linéaire, la carte scolaire s'est enrichie d'une multitude d'établissements scolaires (figure 6) qui lui procure un maillage atteignant des localités enclavées.

Figure 6 : La carte scolaire du nord-est en 2015



Source : MENET et DRENET de Bondoukou, (2015)

Conception-réalisation : les auteurs, 2016

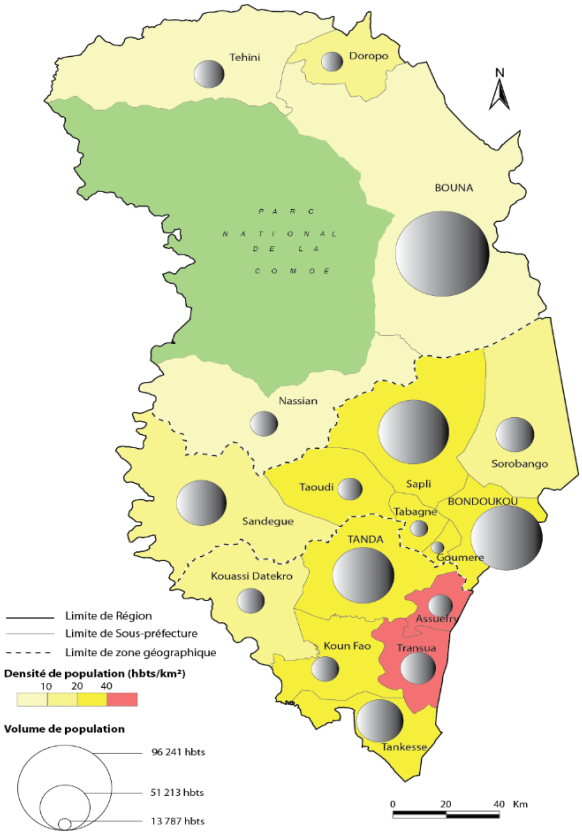
3- Les limites de l'adaptation des populations a la scolarisation.

Toute résilience des populations en matière de scolarisation se retrouve affaiblie face au sous-peuplement, à la dispersion démographique et à la faiblesse de la prise en compte des externalités du système éducatif régional.

3-1-Une carte scolaire dans un environnement sous-peuplé et de dispersion démographique

Le sous-peuplement et la dispersion des populations du nord-est (figure 7) confortent le jeu d'intérêts et d'ambitions des acteurs publics et privés dont les investissements se font préférentiellement dans les localités où la demande scolaire existe. Cela consacre l'émergence de disparités en dépit des efforts d'aménagement de l'Etat.

Figure 7 : Les densités démographiques du nord-est



Source : INS, Recensement de la population, 2014

Conception-Réalisation : les auteurs, 2016

La conséquence est que les 861 écoles que comptent le Gontougo et le Boukani sont majoritairement en zone forestière et de transition au détriment de la zone de savane moins peuplée. Celle-ci ne bénéficie que de 29,23% (19 établissements) des écoles maternelles, 18,41% (144 établissements) des écoles

primaires et 13,95% (6 établissements) des écoles secondaires ; l'évolution de la carte scolaire étant indexée en Côte d'Ivoire à des contraintes démographiques qui excluent plus de la moitié des localités du nord-est des programmes de construction d'établissements publics (Nandoh, 2014). En réaction, des populations construisent des « écoles communautaires » afin de prendre en charge leurs enfants.

L'absence de polarisation urbaine (Atta K.,1978) accentue les disparités avec un réseau urbain tellement relâché qu'il est incapable de hiérarchiser la structure de la carte scolaire.

3-2-Marginalisation des externalités du système éducatif régional

Il est à relever une prise en compte parcellaire des externalités à travers la récurrence de l'information (les boucles de rétroaction). Les autorités de l'éducation nationale tentent de réduire la capacité de nuisance de celle-ci sur le système éducatif par des approches de récupération et de sensibilisation en tenant compte de l'environnement culturel et économique.

Les externalités en matière d'écoles communautaires deviennent une alternative lorsque les populations adoptent l'école à la suite de rejets et d'hésitation. Il s'agit d'un succès hors carte scolaire qui impose des dispositions particulières de reconnaissance par l'Etat. Le fonctionnement de la carte scolaire est toutefois miné par des grossesses en milieu scolaire qui exclut les jeunes filles du système éducatif. La situation est d'autant plus grave que scolariser une fille dans cette région est un sacrifice consenti par les parents. Le Ministère de l'Education Nationale a créé un Secrétariat Technique pour lutter contre les grossesses dont la campagne dénommée « zéro grossesse à l'école » a été lancée le 28 février 2014 avec l'appui des partenaires au développement. Toutefois, la campagne a produit des résultats mitigés. Les grossesses perturbent les pyramides scolaires ; les filles étant régulièrement exclues du système éducatif. Cette tendance négative est amplifiée par l'importance des taux de redoublements féminins en 2014 (MEN, 2014). Dans l'enseignement primaire, le taux de redoublement des filles de 47,5% (8878 cas) est le plus important de la Côte d'Ivoire (46% ; 512 712 cas). Dans l'enseignement secondaire, le taux reste également élevé. Il est de 39,14% (3 191 cas) légèrement supérieur à la moyenne nationale de 39,07% (88 797 cas).

En dépit des limites démographiques et des externalités, les populations et parents d'élèves ont fini par s'approprier l'école à travers l'amélioration des taux de scolarisation et la multiplication des établissements scolaires.

CONCLUSION

Les contraintes du milieu fondent la multiplication des écoles et le développement de la scolarisation qui à terme produisent une carte scolaire minée de plus en plus par des disparités et des externalités dont la gestion reste peu efficiente. Le sous-peuplement, la dispersion de la population et les

externalités diluent l'efficacité de fonctionnement du système éducatif régional à cause de la modestie des tentatives de récupération et d'exploitation des données indésirables. L'évolution de la carte scolaire dans ses interrelations avec les populations laisse toutefois prévaloir le poids déterminant de l'Etat et des populations dans la construction des écoles malgré l'apport des opérateurs économiques privés notamment dans le secteur de l'enseignement secondaire. La contribution des populations aussi salutaire soit elle, se heurte à une multitude de contraintes culturelles et économiques qui se répercutent sur les constructions d'écoles et la scolarisation. A contrario, lorsqu'il n'existe pas d'écoles dans une localité, les populations se bâtissent des « écoles communautaires ». A la suite de résistance, d'hésitation, le nord-est s'est finalement approprié le développement de la carte scolaire avec ses disparités et la sous-scolarisation des enfants permettant ainsi d'analyser ses modalités d'extension. Cette approche a facilité la confirmation de l'hypothèse selon laquelle, la diffusion de l'école dans le nord-est de la Côte d'Ivoire se heurte à des contraintes culturelles et économiques. Celles-ci sont sources de résilience des populations. Cela a été possible grâce à une méthode qui combine documentation, enquêtes sur le terrain et analyse systémique des données rassemblées.

Il apparait dès lors opportun, de conduire des réflexions considérant une démarche plus inclusive des externalités de la carte scolaire dans une perspective durable et soutenable. Comment alors, aménager la carte scolaire dans une région sous-peuplée et indigente qui réponde à la demande scolaire locale tout en préservant les équilibres sociaux ?

BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE

AKOTO Y. et GINESTE R. (1988), *Cent ans d'enseignement en Côte d'Ivoire*, Tome 2, Paris, Nathan, NEA, 222p.

BNETD-CCT, 2008

CARRON G. et CHAU T.N. (1981), *Réduction des disparités régionales et planification de l'éducation,* Paris, Presses de l'UNESCO, 174 p.

CISSE M.., (2000), *La localisation des infrastructures scolaires dans la ville d'Abidjan,* Paris, Université Paris V-Nanterre, Thèse de Doctorat unique de géographie, pp50-80.

COMFORT L. K. et al. (2010), *Designing resilience.* Preparing for Extrem, Event, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, pp10-19.

CUTTER S. L., et al. (2008), A *place-based model for understanding community resilience to natural disaster. Global Environmental Change*, DOI:10.3917/ag.654.0115, pp 598-606.

DAUPHINE A., (1976), *Espaces, régions et système,* Paris, Economica, 167 p.

DAUPHINE A., et PROVITILO D., *La résilience : un concept pour la gestion des risques,* Annales de Géographie, n° 654, pp 115-125.

DE BRUIJNE M., et al. *The re rise of resilience.* In Comfort L. K. et al., Designing Resilience. Preparing for Extrem Events. Pittburgh, University oh Pittsburg Press, pp13-32.

DE ROSNAY J., (1975), *Le macroscope*, Paris, Seuil, 305 p

DSRP, (2009), *Stratégie de Relance du Développement et de Réduction de la Pauvreté*, Abidjan, République de Côte d'Ivoire, 198 p.

FADIGA K. (1988), Stratégies africaines d'éducation et développement autonome, Abidjan, CEDA, 334 p.

HAUHOUOT et al. , (1988), *Marginalité du nord-est ivoirien et la problématique du développement de la région,* Abidjan, IGT, Groupe de Recherche Espace, Système, juillet, 226 p.

Institut International de Planification de l'Education de l'UNESCO, (1993), Carte scolaire et micro-planification module II : le diagnostic du système éducatif au niveau local, Paris, UNESCO, 76p.

INS (1988), - Perspectives démographiques de la Côte d'Ivoire : 1988-2028, 23 p.

JOCI du 15 avril 1941, arrêté n° 1137 du 10 avril 1941, 136 p.

KIPRE P., (1985), *Villes de Côte d'Ivoire : 1893-1940,* Abidjan, NEA, Tome 1 ,238 p.

MEN (2015), -Annuaire statistique *des établissements préscolaires, primaires, secondaires général et techniques*, MENET, *Abidjan- Statistiques de poche, MENET, Abidjan*, pp10-25.

MENET, (1994-1995), et DRENET de Bondoukou(1996),Répertoire des écoles préscolaires, primaires et des établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel, publics et privés, 105p.

MENRS, UNCI/IGT, MEF, (1984), *Atlas régional du nord-est de la Côte d'Ivoire*.

NANDOH Aboué Louis, (2014), *L'aménagement de l'espace scolaire du nord-est de la Côte d'Ivoire, Thèse unique de Doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny-Abidjan Côte d'Ivoire,* 441p

PIERDET C.et FORD M., (coord) (2010), *Les grandes métropoles au risque de l'eau : mise en crise et résilience spatiale au Nord et au Sud*, bulletin de l'Association de géographes français, Géographie, nº 4, 148 p.

RCI, (2011), *Plan National de Développement, 2012-2015, Tome 1, Résumé analytique,* Ministère du Plan et du Développement, 50 p.

TAPE G. et BIH E., (1996), *Etudes sur les freins et opportunités à la performance des filles dans le primaire,* Abidjan, MEN, ROCARE, 122p.

TCHOMBE M., (1993), *L'accès des filles à l'éducation de base et à l'enseignement primaire au Cameroun, Education des filles en Afrique*, Paris, UNESCO, BREDA, nº5, pp.34-35

TRAH S. (1996), *Enquêtes sur le soutien et l'assistance à donner aux écoliers du primaire*, Abidjan, MEN, 106 p.

Santé-médecine journal des femmes.com//faq/14149-resilience-definition

https://fr;wiktionary.org/wiki:resilience

www.linternaute.com

https://fr.wikipedia.org/wiki/résilience

www.cnrti.fr/définition/résilience

www.toupie.org/Dictionaire